



L'engagement politique de l'UNES, au niveau national, international et en matière de solidarité

Table des matières

Préface	page	2
1. Textes de présentation		
1.1 L'engagement de l'UNES dans le domaine de la solidarité		3
1.2 L'engagement politique de l'UNES au niveau national		4
1.3 L'engagement politique de l'UNES au niveau international		5
2. Textes votés et acceptés par l'Assemblée des délégué-e-s		
2.1 En matière de solidarité		7
2.2 En matière de politique nationale		8
2.3 En matière de politique internationale		8

Préface

En vue de l'Assemblée des délégué-e-s d'automne 99, l'UNES s'est fixé comme devoir de repenser son engagement politique, et donc également de le reformuler. La question centrale était de savoir jusqu'où l'UNES devait ou pouvait s'engager en dehors du domaine à strictement parler de la formation universitaire.

Il est indéniable qu'une assemblée ne se déroulant que sur une journée ne permet pas de traiter en profondeur d'un thème aussi vaste. Cependant, le but était de faire voter un texte à l'Assemblée des délégué-e-s qui servirait à l'avenir de base et de cadre à l'engagement politique de l'UNES.

Le cadre défini dans ce texte par l'Assemblée étant relativement limité, l'engagement politique de l'UNES restera à l'avenir en rapport, plus ou moins directement, avec le domaine de la formation et les besoins des étudiants. Toutefois, en comparaison avec ce qui a été fait jusque-là, les possibilités et la liberté de s'investir seront à l'avenir beaucoup plus nombreuses. Ce cadre, dont le contenu reste à définir, représente assurément un défi considérable.

Les conditions de base sont donc dorénavant remplies pour que l'UNES s'investisse davantage politiquement; ce qui compte maintenant, c'est que chaque section et chacun-e de ses membres s'engage politiquement pour les intérêts de l'UNES.

Daniel Hostettler

Séverin Guelpa

1. Textes de présentation

1.1 L'engagement de l'UNES dans le domaine de la solidarité

Avant toute chose, il convient de définir ce que l'on entend par solidarité. Il est vrai que ce n'est pas chose facile, tant cette notion a été souvent été galvaudée par les médias. En effet, si l'on observe l'attitude de ceux-ci durant ces 20 dernières années, on remarque qu'ils ont souvent limité la notion de solidarité au domaine de l'humanitaire et de l'action urgente. En effet, combien de fois la solidarité n'a-t-elle pas rimé avec récoltes de fonds, Téléthon, organisations de concerts ou autres événements de soutien, parrainage de personnalités, etc...

Non, la solidarité ne se limite pas au porte-monnaie, non la solidarité ne doit pas se manifester que dans l'urgence ! Cela doit avant tout être un comportement, une sensibilité, enfin un engagement durable en faveur de toutes les personnes qui ont besoin d'aide. Il s'agit donc de réfléchir de quelle façon l'UNES peut et veut s'investir et apporter sa contribution à ces personnes, tant au niveau national qu'international.

Précisons tout d'abord que nous ne parlons pas ici de solidarité financière, car l'UNES n'en a pas les moyens, mais d'une solidarité dans les idées et le comportement.

A chaque jour son lot de mauvaises nouvelles : à l'étranger, des étudiants emprisonnés, des droits bafoués, en Suisse, des inégalités énormes et honteuses, une politique de moins en moins sociale... comment alors, en tant qu'union faïtière des étudiants de Suisse, imaginer rester les bras croisés!

Pour l'UNES, la solidarité peut donc se décliner à trois niveaux différents.

L'UNES a comme priorité, et c'est là son fondement-même, d'être solidaire des étudiants de Suisse, particulièrement de ceux qui sont les plus défavorisés. Jusqu'à présent, cette solidarité impliquait également, mais dans une moindre mesure, l'aide à toutes les personnes de l'étranger étudiant en Suisse. Dans ce contexte concernant strictement le domaine de la formation, l'UNES ne devrait-elle pas porter un regard plus critique au-delà de ses étroites frontières et se soucier d'une façon plus marquée du sort des étudiants dans le monde? Ses récentes activités avec Amnesty International sont un exemple, d'autres soutiens pourraient plus régulièrement être entrepris à l'avenir.

En ce qui concerne les droits fondamentaux, humains et socio-économiques, la Suisse a également encore beaucoup à faire, notamment dans le domaine de la formation. Il ne faut pas

oublier que l'UNES représente plusieurs dizaines de milliers d'étudiants en Suisse ; elle est donc un acteur social à part entière. Ne devrait-elle pas agir en conséquent ? Les étudiant-e-s ne devraient-ils pas se montrer davantage soucieux-ses des questions concernant la société dans son ensemble plutôt que de se limiter à leur propre situation ? Partant du principe que les

enjeux de notre société concernent tous, à plus ou moins long terme, les étudiant-e-s d'aujourd'hui, ne faut-il pas alors se solidariser davantage avec certaines revendications ? De cette manière, l'UNES pourrait créer des contacts avec différentes associations et organisations luttant, en Suisse ou à l'étranger, pour le respect des droits fondamentaux, pour moins d'inégalités dans la société. Un seul exemple : les mouvements de citoyens luttant contre le chômage. Ce problème nous concerne tous à très court terme !

D'un point de vue plus global, il faut également être conscient que les étudiants ont un véritable rôle à jouer dans la société; ils se doivent d'assumer leurs responsabilités et de se soucier de l'avenir. Ils ne doivent plus réagir mais agir, anticiper et stimuler les débats, c'est seulement de cette façon qu'ils pourront être pris au sérieux. En Suisse, l'individualisme triomphe de plus en plus, la population se désolidarise, le populisme fait recette, n'est-ce pas alors à nous de prendre les choses en main, n'est-ce pas aux étudiant-e-s de montrer l'exemple.

1.2 L'engagement politique de l'UNES au niveau national

Depuis longtemps déjà, l'UNES est confrontée à de nombreux débats portant sur son engagement politique. Combien de fois a-t-on entendu que l'UNES faisait ou ne faisait pas de politique, et qu'elle ne devait se concentrer que sur des problèmes concernant spécifiquement les universités, ou au contraire qu'elle pouvait prendre position sur des sujets divers.

L'UNES est une organisation appelée à prendre des positions sur la place publique. Quels que soient les sujets abordés et la force avec laquelle ils sont pris en main, les positions ne peuvent être que politiques; parce que cela revient pour l'UNES à se placer relativement à un certain nombre de valeurs et d'idées, et relativement à d'autres acteurs dans un système de rapport de force.

Concrètement, l'UNES défend l'idée générale d'une université démocratique et largement accessible. Sa conception se trouve confrontée à celle d'autres acteurs (les partis, le gouvernement, les cantons, l'administration fédérale, les directions des universités). Cette confrontation donne (ou devrait) donner lieu à un débat sur l'avenir du système de formation supérieure en Suisse.

Or ce débat est fondé sur des visions politiques différentes entre les acteurs, et pas seulement sur des problèmes techniques qui peuvent être résolus plus ou moins avantagement pour tout le monde.

En conséquence, il faut convenir que toute position défendue par l'UNES, quel que soit le sujet traité, est une position politique.

Ce premier débat est essentiellement théorique et porte sur des enjeux du discours scientifique (la définition du politique), dans le domaine des sciences sociales essentiellement. La deuxième

question importante qui se pose à l'UNES est beaucoup plus directe : l'organisation doit-elle limiter ses terrains d'engagement à la seule « université » ?

Cette interrogation se trouve pouvoir être traitée plus facilement du moment qu'il est admis que toute position est politique. En conséquence, l'UNES doit faire des choix et agir au mieux de façon à défendre sa conception de l'université.

Dans cette optique, l'organisation a tout intérêt à prendre position sur des sujets très divers (emploi/chômage, finances publiques, santé, etc.), pour la bonne raison que cela lui donne l'occasion de cadrer sa conception dans un contexte général. L'université n'est rien sans la société dans laquelle elle s'inscrit, et une idée de l'université n'est rien sans des projets de société, même minimaux.

De plus, des positions marquées sur d'autres sujets que la seule politique universitaire présentent un intérêt stratégique : celui de se positionner plus clairement dans le paysage politique helvétique et d'accroître sa présence publique, tant auprès des étudiant-e-s que des lobbys ou de la population en général.

L'intérêt de prendre position sur des sujets divers est donc triple :

- 1) meilleure justification des ses positions sur l'université ;
- 2) plus grande présence publique ;
- 3) plus grande convergence potentielles avec d'autres acteurs (syndicats, associations, partis).

En conclusion, l'UNES est une organisation qui prend des positions politiques, et qui a tout intérêt à prendre ces positions politiques sur des sujets divers, tout en gardant le sens des proportions et en veillant à privilégier son action sur le monde universitaire.

1.3 L'engagement politique de l'UNES au niveau international

Tout le monde connaît la réalité géo-politique de la Suisse et le rôle très important qu'elle joue au niveau international: sa neutralité et le fait de ne pas être membre d'institutions telles que l'UE ou l'ONU ne lui empêchent pas d'être présente sur le plan international et d'y jouer un rôle majeur.

L'UNES, en tant que seule association estudiantine nationale, se doit d'agir de la même façon en participant activement à la scène politique internationale dans les domaines qui la concernent. Il s'agit d'établir quels sont, sur le plan international, ces objets et de quelle façon s'organiser et agir.

Sur le plan strictement lié à l'éducation, il serait envisageable que l'UNES soit plus attentive aux activités des différents organismes internationaux qui étudient le domaine de l'éducation en prenant des décisions qui se répercutent aussi sur la situation suisse. Même en n'étant pas membre de l'Union Européenne, la Suisse suit le trend proposé par les autres pays d'Europe avec des accords tels que ceux de la Sorbonne ou de Bologne ou encore en acceptant les décisions prises au sein de la Commission Européenne. En plus, d'autres organismes

internationaux qui ne seraient pas censés discuter des problématiques liées à l'éducation (OMC, OCDE, TREI et Banque Mondiale pour donner quelques exemples) sont de plus en plus actifs dans ce domaine, avec des conséquences très graves sur le système éducatif mondial. Leurs répercussions n'épargnent logiquement pas la Suisse; les prises de position de l'OCDE et de la TREI concernant l'augmentation du nombre d'étudiantEs universitaires en Europe en 1994 ne

sont en effet pas étrangères à l'introduction des taxes universitaires et du Numerus Clausus dans notre pays! Pour ces raisons, l'UNES devrait participer plus activement aux débats sur le plan international, n'étant plus suffisant dans la situation actuelle de se concentrer uniquement sur la réalité suisse.

En ce qui concerne la collaboration avec les autres associations estudiantines européennes, l'UNES travaille déjà depuis plusieurs années dans le cadre de l'ESIB (European Student Information Board, association faîtière européenne) en participant aux congrès et en suivant les projets de politique universitaire (collaboration avec les différents gouvernements dans l'élaboration des projet de mobilité Erasmus et Socrates par exemple). Il est d'ailleurs très difficile dans ce cadre de rester insensible aux problèmes sociaux et politiques de certains pays membres ; c'est pourquoi l'UNES doit être prête à se pencher également sur des questions internationales. Un seul exemple : lors de la guerre au Kosovo, une discussion interne aurait été nécessaire pour pouvoir participer activement aux débats qui ont eu lieu pendant le congrès de l'été 99 en Croatie. Il ne s'agissait pas là de prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants, mais simplement de se mettre d'accord sur une position commune.

Un autre problème se pose avec le projet de l'adhésion à l'IUS (International Unions of Students, association faîtière au niveau mondial): cette organisation a dans ses buts aussi toute une série d'objets sur lesquels l'UNES ne se prononce généralement pas: la question se pose, sommes-nous disposés à accepter cela, pouvons nous assumer le fait de devoir affronter, de temps à autre, des discussions qui ne sont pas directement liées à la politique universitaire?

L'enjeu est très important et le futur des activités de l'UNES au niveau international en dépend; il s'agit de décider si l'UNES est une association d'étudiant-e-s qui s'occupe seulement de politique universitaire où bien si, en tant qu'association de jeunes en formation, elle se doit de suivre attentivement la situation internationale et de prendre également position sur des objets pas strictement liés à l'éducation mais qui touchent directement les jeunes du monde entier, très souvent moins favorisés que nous!

2. Textes votés et acceptés par l'Assemblée des délégué-e-s

2.1 En matière de solidarité:

- 1. En ce qui concerne la situation des étudiants, l'UNES s'est jusque-là concentrée en priorité sur le sort des étudiants de Suisse. Parallèlement à cela, l'UNES soutient ou appuie les étudiant-e-s étrangers-ères en Suisse. Elle soutient également accessoirement certaines actions de solidarité avec l'étranger comme par exemple à travers les lettres d'Amnesty.**

Si sa priorité doit impérativement rester le sort des étudiants de Suisse, l'UNES :

- continue à aider les étudiant-e-s de l'étranger en Suisse. En fonction de ses possibilités, elle soutient certaines actions de solidarité à l'étranger qui concernent les étudiant-e-s ou soutient des revendications estudiantines.
- agit concrètement et soutient les étudiant-e-s dans le monde. Elle s'engage activement pour le droit à la formation. Au niveau international, l'UNES travaille, seule ou en collaboration avec d'autres associations, pour le respect des droits des étudiant-e-s.

- 2. Au niveau national, l'UNES s'est jusque-là montrée solidaire de mouvements qui concernaient directement les étudiants ou les personnes en formation.**

En plus de cela, l'UNES :

- Soutient ou participe à certaines actions ou revendications qui ont un lien avec le domaine de la formation.
- Participe, initie ou soutient les actions ou revendications lorsque celles-ci ont un lien, direct ou indirect, avec les étudiant-e-s. Pour les thèmes plus complexes, c'est au comité de décider si l'UNES entre en matière ou pas.

- 3. L'UNES s'est jusque-là limitée à se montrer solidaire des personnes concernées par le domaine de la formation.**

En plus de cette population, l'UNES :

- S'engage à défendre toute personne qui n'a, pour des raisons économique, politique ou idéologique, pas les moyens ou la possibilité de faire des études et qui le souhaiterait.
- A la possibilité de s'engager et de défendre, en Suisse ou à l'étranger, toute personne ou catégorie de la population défavorisée, exploitée ou qui ne bénéficie pas d'un traitement digne et juste.

2.2 En matière de politique nationale:

- 1. Il va de soit que l'UNES, en tant qu'organisation faîtière des étudiant-e-s, doit principalement être active dans le domaine universitaire. On peut néanmoins se poser la question de savoir si, et de quelle manière, l'UNES ne devrait pas prendre position sur des thèmes un peu moins directement liés au domaine universitaire.**
 - L'UNES s'engage en marge du secteur à proprement dit universitaire, sur des thèmes qui concernent de manière plus large les étudiant-e-s: thèmes sociaux et économiques qui ont des répercussions sur la situation des étudiant-e-s ou de celles ou ceux qui vont ou ont étudié.
- 2. Le travail de lobbying contre la LAU a clairement montré que l'UNES ne pouvait compter sur aucun allié lors de discussions politiques au niveau national. Afin de donner plus de poids à ses positions, l'UNES doit à l'avenir renforcer sa coopération avec les autres acteurs politiques.**
 - L'UNES peut collaborer régulièrement avec ou au sein d'autres organisations sur des thèmes différents. A chaque fois que le besoin s'en fait sentir, les contacts existants sont réactivés. Cela implique non seulement une continuité dans les thèmes traités mais également dans la collaboration.

2.3 En matière de politique internationale

- 1. Concernant son travail au niveau international dans le domaine de l'éducation, l'UNES :**
 - Etudie une position concernant les organismes internationaux qui traitent, même occasionnellement, de l'éducation et en suit régulièrement les activités.

- Collabore avec d'autres groupes et associations qui suivent les mêmes dossiers à fin d'élaborer ensemble des prises de positions et des actions pour défendre un système d'éducation libre et démocratique.

2. Concernant sa participation au niveau international, outre le fait de continuer son travail de contacts bilatéraux avec des associations d'étudiants des pays voisins, l'Unes envisage une implication plus prononcée au sein de l'ESIB et une plus grande collaboration avec l'IUS.

En plus, en ce qui concerne sa participation à l'ESIB, l'UNES:

- Prône une augmentation du travail politique en prenant position sur des thèmes d'intérêt spécifique aux étudiant-e-s des différents pays membres.
- A la possibilité de participer activement à des actions proposées par une ou plusieurs associations membres sur des objets de politique générale dans l'intérêt des étudiants des pays concernés.

Enfin, en ce qui concerne ses futures collaborations avec l'IUS, l'UNES:

- Participe à ses activités (en devenant membre) avec le but prioritaire d'élargir ses contacts au niveau mondial.

Parallèlement à un éventuel engagement politique plus prononcé de l'UNES, il faut réfléchir à des mesures internes, afin que la collaboration entre les sections et l'UNES ne s'affaiblisse encore. Si l'UNES fait un pas vers „l'extérieur“, les sections devront alors faire un pas vers l'UNES. Un plus grand engagement de l'UNES n'est concevable qu'avec une aide importante de la part des sections.